

1 - Notre première question est essentielle : vous opposerez-vous aux politiques d'austérité qui font notamment porter « la charge de la dette » aux habitants et aux collectivités territoriales (dont les départements) ?

Nous nous sommes déjà opposés aux politiques d'austérité en votant en novembre 2014 une résolution déclarant le département 64 hors territoire TAFTA.

Nous poursuivrons notre opposition en consolidant **le rôle de bouclier social du département**, déjà initié depuis 4 ans, et **notre politique d'investissements publics** :

Grâce à nos contrats de territoire reconnus nationalement (aides aux projets locaux d'équipements structurants des quartiers) et nos aides directes aux associations impliquées dans le lien social, nous agissons pour la solidarité envers les habitants et les territoires : une vraie politique en faveur de la jeunesse, des familles, du logement et de l'emploi

La Gauche n'a pas augmenté les impôts locaux, à l'exception du relèvement des droits de mutation, prélevés sur les transactions immobilières, afin d'épargner les familles modestes et les classes moyennes.

Tous deux membres du PS, de même que la remplaçante du binôme, nous sommes signataires des motions présentées par Benoît Hamon et Martine Aubry.

Nous assumons la dépense publique pour une meilleure protection sociale. Si la France a mieux résisté aux effets sociaux de la crise mondiale, c'est notamment grâce à ses protections collectives. La logique de réduction des dépenses publiques fragilise nos protections sociales et a des conséquences lourdes sur les conditions de vie mais aussi sur la cohésion sociale.

Là où il y a urgence sociale, **l'Etat doit être aux côtés des collectivités territoriales pour améliorer la qualité de vie.**

Aussi, nous demandons et nous nous battons **pour des moyens supplémentaires à commencer par stopper les baisses des dotations programmées.**

Comment ? Les 6 milliards d'euros programmés au titre de la suppression de la contribution sociale de solidarité des sociétés peuvent être affectés à soutenir les collectivités en première ligne dans la lutte contre les inégalités et la ségrégation.

2- Vous engagez-vous à porter une grande campagne d'information auprès des usagers et à mettre en place un réseau de travailleurs sociaux suffisant pour répondre aux besoins ?

Nous mettrons en place une grande campagne d'information car, vous avez raison, c'est indispensable.

Nous mobiliserons tous les services déconcentrés sur les territoires, et tous les personnels pour que tous les habitants aient un accès de proximité, en ce sens l'ouverture par la gauche des Maisons du Département aura été un premier pas et nous comptons poursuivre leur développement.

Nous accompagnerons les équipes de travailleurs sociaux, à travers des formations et des temps de supervision.

Nous souhaitons souligner **qu'afin d'améliorer les services publics rendus, nous avons créé plus de 50 postes**, notamment dans les EHPAD et les PMI, et **dé-précarisé environ 200 postes** dans l'ensemble des services départementaux.

3- [...] Nous portons la création d'une régie départementale de l'eau. Comptez-vous tenir cet engagement datant de 2011 ?

Nous sommes bien sur toujours **favorables à la création d'une telle structure** et depuis 2011 nous avons engagé des actions visant à la réduction des écarts de prix et surtout du nombre de syndicats **en favorisant leur regroupement**. Celui ci est un **préalable indispensable** à la mise en place d'une régie unique dans le département.

Sur le canton la mise en place d'une telle structure nécessitera le soutien fort des élus municipaux. En effet si Bayonne est en régie municipale, Boucau est en régie intercommunale avec les communes landaises. Nous œuvrerons, comme nous l'avons déjà fait, au regroupement départemental, **la meilleure réponse tant en terme d'efficacité qu'en terme de solidarité territoriale**.

4- Appuierez-vous la mise en place d'une régie départementale publique des transports, complémentaire d'une offre de transport ferré, cadencée ?

Nous avons créé un **réseau de transport interurbain** à prix unique de 2€ et quel que soit le trajet sur l'ensemble du département. Nous organiserons une **interconnexion efficace avec les réseaux de transports intercommunaux et régionaux**.

Nous sommes **favorables par principe à la mise en place d'une régie départementale publique**, celle-ci pourrait se concrétiser à moyen-long terme après analyse des besoins locaux et départementaux.

5- Exigerez-vous le remboursement et le gel des financements de la LGV et des Partenariats Publics Privés en cours et à venir (LGV Bordeaux-Hendaye compris) ?

Depuis le 27 septembre 2013, **la Gauche Départementale a suspendu tout financement pour la LGV**.

Nous sommes **favorables à l'utilisation des voies existantes** pour les voyageurs et le fret tout en restant vigilant sur la qualité de vie des riverains (notamment pour la ville du Boucau traversée en son centre par la voie de chemin de fer).

6- Vous engagez-vous, vous et votre parti, contre le tout péage et le tout camion, c'est à dire contre l'axe E7 (« barreau Pau-Oloron ») quel qu'en soit le tracé, projet inutile, coûteux et désastreux écologiquement ?

N'étant pas les plus au fait de ce dossier « Béarnais », nous donnons ici la réponse faite au niveau du département :

Concernant la Pau-Oloron, ce projet a été étudié et a permis d'identifier le contournement d'Oloron comme tronçon prioritaire inscrit au contrat de plan Etat-Région pour 77 millions d'Euros. Cette opération permettra de délester le piémont oloronais de nombreux poids lourds et d'améliorer les relations entre Oloron et la vallée d'Aspe. Ce contournement améliorera nettement le bien-être des habitants et la qualité de l'air en centre-ville.

En tout état de cause il faudra trouver des solutions pour les 20.000 véhicules/jour qui empruntent la RN 134 entre Gan et Jurançon, source de nuisances importantes pour les riverains, de pollution et de coût lié aux embouteillages.

Nous souhaitons préciser que nous sommes particulièrement **favorables au développement du transport ferroviaire** et nous nous battons localement à **la réutilisation des emprises des voies ferrées délaissées (ex. voie du souffre) pour une desserte ferroviaire interne à l'agglomération.**

De plus, entre Ondres et Biarritz, nous sommes favorables à la **gratuité de l'autoroute qui a vocation de rocade urbaine.**

7- Vous engagez-vous contre le cumul des mandats ? À associer les habitants dans l'élaboration du budget ? Enfin, combattez-vous la réforme territoriale qui menace à terme l'existence des départements et réduit leurs compétences ?

Nous sommes contre le cumul des mandats, nous l'appliquons. A la différence de la droite départementale, il n'y aura plus aucun parlementaire qui cumulera sa fonction avec d'autres mandats électifs locaux. **Nos conseillers départementaux élus de gauche ne seront pas candidats à la nouvelle assemblée régionale.**

Concernant la transparence, **nous avons initié la démarche en publiant toutes les délibérations adoptées et les budgets.** Nous irons plus loin en organisant des **réunions de débat et d'échanges par territoire pour la préparation des budgets.**

Concernant la réforme territoriale, nous l'avons combattu en son temps, nous sommes favorables au maintien du département avec ses compétences sociales renforcées, collèges et routes départementales. La gauche départementale 64 a voté à l'unanimité, une motion en ce sens.